

intervention a été sérieuse. Elle était fondée sur des faits et des chiffres. Il a procédé comme un homme d'État doit le faire, sans artifice, sans mesquinerie. Il faut lui rendre ce témoignage-là. Je n'irai pas jusqu'à dire qu'il a raison, pas plus d'ailleurs que tous les autres.

Le porte-parole du Nouveau parti démocratique, tantôt, a concédé quand même au gouvernement certains points assez importants sur lesquels il n'était pas d'accord avec le chef de la loyale opposition de Sa Majesté mais, en même temps, il y est allé lui-même de ses réclamations.

Le porte-parole du Ralliement créditiste est naturellement revenu sur la doctrine à laquelle il croit—et je le crois sincère—mais elle ne semble pas réaliste à ceux qui sont d'avis qu'il faut tout de même vivre avec les moyens à sa disposition.

Mais la grave inconséquence, monsieur le président, que je remarque dans tout ce débat, c'est qu'on reproche d'abord au gouvernement, du côté de l'opposition loyale, moins loyale—ou plus loyale—ou déloyale, d'avoir dépassé ses prévisions budgétaires de quelque 400 millions de dollars. On reproche au gouvernement de s'être conduit de façon malhonnête envers les acheteurs de ses obligations. Du même coup, monsieur le président, on reproche au gouvernement d'avoir dépensé quelque 400 millions de plus que ce qu'il avait promis de dépenser, et l'on arrive avec d'autres requêtes pour quelques centaines de millions.

Le porte-parole du Nouveau parti démocratique, par exemple, se plaint de ce que les pensions des anciens fonctionnaires du gouvernement ne sont pas suffisantes et qu'on pourrait les augmenter.

L'honorable chef de la loyale opposition de Sa Majesté a reproché, du même coup, au gouvernement, après lui avoir dit qu'il avait dépensé 400 millions de trop, d'avoir fait des coupures dans le domaine de la recherche. Quelques-uns de ses collègues des banquettes arrière réclament des investissements de l'ordre d'un demi-milliard ou d'un milliard de dollars. Au fait, on reprochera au gouvernement, par exemple, de ne pas construire immédiatement la jetée qui mène à l'Île du Prince-Édouard. On demandera au gouvernement de bâtir une autre route transcanadienne. Le même parti, en même temps, dit au gouvernement: Vous avez dépensé 400 millions de dollars de plus que ce que vous aviez prévu.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait? A mon sens, il a agi en père de famille en tâchant de pourvoir aux besoins de la collectivité canadienne, et quand on a dit que le gouvernement était malhonnête à l'égard des acheteurs d'obligations, je crois qu'on a calomnié le gouvernement canadien. Je crois

[M. Mongrain.]

que c'est une chose qui a dû échapper au chef de la loyale opposition de Sa Majesté qui, d'habitude, se préoccupe bien davantage de l'intérêt du pays, car si l'on répète à travers le pays, à travers l'Amérique du Nord, que ce gouvernement n'est pas honnête, qu'il vend des obligations, sous de fausses représentations, on peut s'imaginer où cela peut nous mener. Je dis que ce n'est pas exact et je sais que l'honorable ministre aura tantôt l'occasion de mettre les choses au point.

A titre de «back-bencher» du gouvernement, je crois devoir relever l'inconséquence inadmissible de gens aussi intelligents que ceux qui ont pris la parole pour blâmer le gouvernement d'avoir dépensé 400 millions de dollars pour satisfaire à des besoins urgents de la population canadienne et, du même coup, reprocher au gouvernement de ne pas avoir dépensé une somme de l'ordre d'un milliard pour donner des pensions, de ne pas avoir complété tel ou tel projet ou d'y avoir sursis, d'avoir coupé certains investissements aux fins de recherche, de n'avoir pas nourri les gens du Biafra et, enfin, de n'avoir pas fait suffisamment pour que le blé de l'Ouest se vende.

Il faudra tout de même, monsieur le président, qu'on accorde nos violons, quelque bon matin, et qu'on se dise: Est-ce qu'on dépense ou si l'on ne dépense pas? Si l'on dépense et si l'on investit, il va falloir imposer des taxes. Mais dès qu'on commence à hausser les impôts, l'opposition jette des cris de putois pour reprocher au gouvernement d'aller chercher l'argent où il est. Il n'y a plus de logique dans notre organisation.

Je sais que nos amis du Ralliement créditiste possèdent une formule magique et je serais l'homme le plus heureux du monde si la formule magique était adoptée. Mes amis du Ralliement créditiste oublient cependant que nous faisons partie d'un club financier international qui groupe quelque 70, 75 ou 80 pays, et qu'il n'est pas possible que nous réformions notre monnaie sans que ces autres pays décident de réformer la leur en même temps, ou notre commerce international...

M. Latulippe: L'honorable député me permettrait-il de lui poser une question?

M. Mongrain: Monsieur le président, si mon honorable ami voulait avoir l'indulgence de me laisser terminer mon discours...

M. le vice-président: A l'ordre! L'honorable député de Trois-Rivières a la parole.

M. Mongrain: Monsieur le président, je m'excuse de mes faiblesses, mais je suis un homme qui est exposé à perdre le fil de ses idées quand on l'interrompt. Si mon honorable ami voulait attendre que j'aie fini, je